



PROJET

**Commune
d'Arzier – Le Muids**

**Règlement communal
sur la distribution de l'eau
ANNEXE**

Administration communale, Arzier-Le Muids

2016

Art. 1

¹ La présente annexe complète le règlement communal sur la distribution de l'eau. Elle en fait partie intégrante.

Art. 2

¹ La présente annexe fixe les modalités de calcul et le taux maximal de la taxe unique de raccordement, du complément de taxe unique de raccordement, de la taxe de consommation, de la taxe d'abonnement annuelle et de la taxe de location pour les appareils de mesure.

² Ces modalités de calcul et taux maximaux ne comprennent pas la TVA.

Art. 3

¹ La taxe unique de raccordement est calculée sur la base de la valeur d'assurance incendie (valeur ECA) du bâtiment, rapportée à l'indice 100 de 1990.

² La taxation définitive intervient dès réception de la valeur communiquée par l'ECA. La Municipalité est habilitée à percevoir un acompte de **80 %** au maximum lors de la délivrance du permis de construire en se référant au coût annoncé des travaux figurant dans la demande de permis.

³ Le taux de la taxe unique de raccordement s'élève au maximum à **25 ‰** de la valeur ECA du bâtiment, rapportée à l'indice 100 de 1990.

Art. 4

¹ Le complément de taxe unique de raccordement est perçu sur le montant des travaux de transformation, préalablement rapporté à l'indice 100 de 1990, tel que communiqué par l'ECA.

² Ce complément n'est pas perçu :

- a. en cas de révision pure et simple de la police d'assurance incendie, non accompagnée de travaux ou liée à des travaux non soumis à permis de construire ;
- b. lorsqu'en cas de travaux soumis à permis de construire, le montant des travaux de transformation, préalablement rapporté à l'indice 100 de 1990 et tel que communiqué par l'ECA, n'excède pas **CHF 10'000.-**.

³ Le taux est réduit d'au moins 30% par rapport au taux fixé pour la taxe unique de raccordement, et s'élève donc au maximum à **17 ‰** de la valeur ECA du bâtiment, rapportée à l'indice 100 de 1990.

Art. 5

¹ La taxe de consommation est calculée sur le nombre de m³ d'eau consommé.

² Le taux de la taxe de consommation s'élève au maximum à **CHF 2.50** par m³ d'eau consommé.

³ **La commune demande, par écrit, à chaque abonné le relevé du/des compteurs(s) d'eau. Celui-ci/ceux-ci est/sont à remettre dans les délais impartis. A défaut, c'est la commune qui effectuera le relevé, une prestation qui sera facturée sous forme d'émoluments selon un tarif horaire d'au maximum CHF 100.-.**

Art. 6

¹ La taxe d'abonnement annuelle est calculée par unité locative.

² Par unité locative, on entend tout ensemble de locaux formant une unité d'habitation indépendante (avec cuisine, salle d'eau, wc et une ou plusieurs pièces). Pour les autres cas, notamment les locaux commerciaux, industriels ou d'utilité publique, une unité locative est comptabilisée pour chaque tranche de 250 m³ d'eau consommée.

³ Le taux de la taxe d'abonnement annuelle s'élève au maximum à **CHF 250.-** par unité locative.

⁴ **La taxe d'abonnement annuelle est due, même s'il n'y a pas de consommation d'eau et tant que le compteur d'eau est en fonction.**

Art. 7

¹ La taxe de location pour les appareils de mesure est calculée en fonction du calibre du compteur.

² Le taux de la taxe de location pour les appareils de mesure s'élève annuellement au maximum à :

- a. CHF 36.– pour un compteur de diamètre nominal (DN) 20 mm ou de ¾ pouce ;
- b. CHF 42.– pour un compteur de DN 25 mm ou de 1 pouce ;
- c. CHF 48.– pour un compteur de DN 32 mm ou de 1¼ pouce ;
- d. CHF 60.– pour un compteur de DN 40 mm ou de 1½ pouce ;
- e. CHF 72.– pour un compteur de DN 50 mm ou de 2 pouces ;
- f. CHF 108.– pour un compteur de DN 80 mm ou de 3 pouces ;
- g. CHF 132.– pour un compteur supérieur à DN 80 mm ou à 3 pouces.

Art. 8

¹ En cas de transfert d'abonnement au sens de l'article 7 du règlement, une taxation intermédiaire est effectuée pro rata temporis pour les taxes définies aux articles 5 à 7 de l'annexe.

Art. 9

¹ La compétence tarifaire de détail est déléguée à la Municipalité qui fixe le taux des différentes taxes dans le respect des valeurs maximales définies aux articles précédents.

² Le tarif de détail ainsi fixé par la Municipalité est affiché au pilier public. Il entre en vigueur à l'échéance du délai de requête à la Cour constitutionnelle, soit vingt jours à compter de cet affichage.

Approuvé dans sa version finale par la Municipalité dans sa séance du 22 février 2016.

Le Syndic

Eric Hermand

Au nom de la Municipalité



Le Secrétaire


Jean-Pierre Roland

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du 11 avril 2016.

Au nom du Conseil communal :

Le président :

La secrétaire :

Nicolas Ray

Maryline Thalman Giavina

Approuvé par le Département du territoire et de l'environnement.

Lausanne, le _____

La Cheffe du département